

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2008

12 fév. - Décret n° 017/PR portant statut particulier des
corps de la gendarmerie nationale.....2

12 fév. - Décret n° 018/PR portant statut particulier des
corps de la musique des armées.....5

12 fév. - Décret n° 019/PR portant statut particulier des
corps du service de santé des armées.....8

12 fév. - Décret n° 020/PR portant statut particulier
du corps des commissaires des armées.....15

12 fév. - Décret n° 021/PR accordant un permis à grande
échelle à la société MM MINING S.A. (Lomé) pour
l'exploitation des gisements de fer et de ses métaux
connexes dans l'unité structurale de l'Atakora et dans
l'unité structurale du Buem traversant le Togo.....17

12 fév. - Décret n° 022/PR portant nomination.....19

15 fév. - Décret n° 023/PR portant attributions et organisation
du ministère de la Défense et des Anciens
combattants.....19

15 fév. - Décret n° 024/PR portant création d'une Délégation
à l'organisation du secteur informel.....22

15 fév. - Décret n° 025/PR portant création de l'organisme de
Coordination Nationale des projets financés par le
Fonds mondial au Togo (CCM-TOGO).....3

15 fév. - Décret n° 026/PR portant nomination.....2

15 fév. - Décret n° 027/PR portant nomination de directrice
de l'agence de solidarité nationale.....26

15 fév. - Décret n° 028/PR portant nomination.....27

15 fév. - Décret n° 029/PR portant nomination.....27

15 fév. - Décret n° 030/PR portant nomination.....28

15 fév.- Décret n° 031/PR portant création et attributions
d'un Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques
de Réformes et des Programmes Financiers
(SP-PRPF).....28

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

*DECRET N°2008-017/PR du 12 février 2008 portant
statut particulier des corps de la gendarmerie nationale*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-010 du 1^{er} mars 2007 portant statut général des
personnels militaires des forces armées togolaises ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant
composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu.

DECRETE :

CHAPITRE 1^{er} DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - La gendarmerie nationale est une force militaire
instituée pour veiller à la sûreté publique, assurer le maintien de
l'ordre et l'exécution des lois.

Art. 2 - Le personnel de la gendarmerie nationale comprend :

- le corps des officiers ;
- le corps des sous-officiers ;
- le corps des militaires du rang.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX OFFICIERS DE GENDARMERIE

SECTION 1^{re} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3 - Les officiers de gendarmerie commandent les formations
de gendarmerie. Ils exercent les attributions et assument les

responsabilités que les lois et règlements leur confèrent en
matière de police judiciaire, administrative et militaire.

Les officiers de gendarmerie prêtent serment lors de leur
admission dans le corps devant la Cour d'appel en audience publique.

Les officiers de gendarmerie peuvent exceptionnellement être
appelés à faire partie des formations interarmées ou relevant
d'une autre armée ou d'une formation rattachée au ministère de
la Défense.

Art. 4 - La hiérarchie du corps des officiers de gendarmerie
comporte les grades suivants :

1^o) Officiers subalternes :

- sous-lieutenant ;
- lieutenant ;
- capitaine.

2^o) Officiers supérieurs

- chef d'escadron ;
- lieutenant-colonel ;
- colonel.

3^o) Officiers généraux

- général de brigade
- général de division.

Les généraux de division peuvent recevoir rang et appellation
de général de corps d'armée et de général d'armée.

Art. 5 - Les grades mentionnés à l'article 4 ci-dessus comportent
des échelons définis par décret.

Art. 6 - Les officiers de gendarmerie sont dans l'obligation
d'occuper les logements qui leur sont éventuellement concédés
par nécessité absolue de service dans les casernements ou
annexes de casernements.

SECTION 2 - RECRUTEMENT

Art. 7 - Les officiers de gendarmerie sont recrutés au grade de
sous-lieutenant :

- a) parmi les élèves officiers sortant des écoles de formation de
gendarmerie agréées par le gouvernement ;
- b) parmi les sous-lieutenants issus des écoles interarmées qui en
font la demande ;
- c) à titre exceptionnel et selon les besoins du service, parmi les
adjudants-chefs de gendarmerie possédant une haute
qualification professionnelle, titulaires du Diplôme de
Qualification Supérieur de Gendarmerie n° 2 (DQSG2) ou diplôme
équivalent, réunissant au moins vingt (20) ans de services, âgés
de quarante (40) ans au plus, et jouissant d'une bonne moralité.

Le nombre de places offertes chaque année pour le recrutement
à titre exceptionnel est limité, en temps de paix, à un dixième
(1/10) des nominations au grade de sous-lieutenant.

Les sous-lieutenants issus des écoles interarmes et les adjudants-chefs retenus à titre exceptionnel suivent, selon le cas, un stage d'application ou un stage de formation dans une école de gendarmerie.

Les sous-lieutenants issus des écoles de formation de gendarmerie et ceux recrutés à titre exceptionnel sont nommés le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de sortie de l'école.

Les sous-lieutenants recrutés à titre exceptionnel sont inscrits sur la liste d'ancienneté après les autres officiers.

Art. 8 - L'admission dans les écoles de formation de gendarmerie s'effectue par concours ouvert :

- aux étudiants titulaires de la maîtrise, notamment en droit âgés de moins de vingt-quatre (24) ans à la date du concours et remplissant les conditions d'aptitude physique ;

- aux personnels de l'arme, officiers de police judiciaire, titulaires du baccalauréat dans la limite d'âge fixée par ces écoles.

Art. 9 - Les officiers de gendarmerie sont également recrutés parmi les officiers des autres armes qui en font la demande. Ils sont tenus de suivre une formation dans une école d'application de gendarmerie.

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 10 - L'avancement de grade a lieu au choix.

Art. 11 - Les sous-lieutenants sont promus au grade de lieutenant après deux (2) ans d'ancienneté dans le grade.

Art. 12 - Les lieutenants sont promus au grade de capitaine à partir de quatre (4) ans de grade.

Art. 13 - Les capitaines sont promus au grade de chef d'escadron à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 14 - Les chefs d'escadron sont promus au grade de lieutenant-colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 15 - Les lieutenants-colonels sont promus au grade de colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 16 - Les colonels ayant au moins quatre (4) ans d'ancienneté de grade et ayant exercé un commandement effectif peuvent être promus au grade de général de brigade.

Art. 17 - Nonobstant les dispositions prévues à la présente section, un officier peut exceptionnellement être promu à un grade supérieur par le chef des armées pour des raisons de mérite ou de service.

SECTION 4 - LIMITE D'AGE

Art. 18 - Tout officier de gendarmerie recruté est lié par une durée de services actifs de cinq (5) ans minimum.

Art. 19 - Les limites d'âge des officiers de la gendarmerie sont les suivantes :

- sous-lieutenant et lieutenant	54 ans ;
- capitaine	55 ans ;
- chef d'escadron	56 ans ;
- lieutenant-colonel	58 ans ;
- colonel	59 ans ;
- général	60 ans.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE

SECTION 1^{ère} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 20 - Les sous-officiers de gendarmerie exercent les attributions et assument les responsabilités que les lois et règlements leur confèrent dans les domaines de compétences de la gendarmerie nationale.

Les sous-officiers de gendarmerie participent au fonctionnement des états-majors et organismes administratifs et techniques de la gendarmerie.

Ils peuvent aussi participer au fonctionnement de formations interarmées ou relevant de l'une des trois années ou rattachées au ministère de la Défense.

Lors de leur admission dans la gendarmerie, les sous-officiers prêtent serment devant le tribunal siégeant en audience publique en ces termes :

«Je jure d'obéir à mes chefs en tout ce qui concerne le service auquel je suis appelé et dans l'exercice de mes fonctions et de ne faire usage de la force qui m'est confiée que pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois».

Toutefois, cette prestation de serment ne peut avoir lieu qu'après l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Gendarmerie (CAG).

Art. 21 - Les sous-officiers ont obligation d'occuper les logements qui leur sont concédés par nécessité absolue de service dans les cantonnements ou annexes de cantonnements.

SECTION 2 - HIERARCHIE

Art. 22 - La hiérarchie du corps des sous-officiers de gendarmerie comporte les grades suivants :

1^{er}) Sous-officiers subalternes :

- maréchal des logis ;
- maréchal des logis-chef.

2^e) Sous-officiers supérieurs :

- adjudant ;
- adjudant-chef ;
- major.

Art. 23 - Les grades ci-dessus mentionnés comportent des échelles et échelons définis par décret.

SECTION 3 - RECRUTEMENT - AVANCEMENT

Art. 24 - Les sous-officiers de gendarmerie sont recrutés au grade de maréchal des logis parmi les gendarmes adjoints titulaires du Diplôme d'Aptitude Technique (DAT) ou du Certificat d'Aptitude aux fonctions de Chef de Patrouille (CACP).

Art. 25 - L'avancement des sous-officiers aux différents grades a lieu au choix.

Art. 26 - Nul ne peut être candidat au grade supérieur s'il n'est titulaire d'un diplôme correspondant à son grade actuel.

Art. 27 - A égalité d'ancienneté de grade, le rang est déterminé dans le grade immédiatement inférieur, puis s'il y a lieu, par l'ancienneté dans chacun des grades précédents et, enfin, en fonction de l'ordre décroissant des âges.

Art. 28 - Les maréchaux des logis sont promus au grade de maréchal des logis chefs, au choix, après huit (8) ans de services minimum, dans les conditions suivantes :

- à partir de deux (2) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du diplôme de Qualification Supérieure de Gendarmerie n° 1 (DQSG1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du diplôme d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de huit (8) ans de grade pour le reste.

Art. 29 - Les maréchaux des logis chefs sont promus au grade d'adjudant, au choix, dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Gendarmerie n° 1 (DQSG1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de sept (7) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du diplôme d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de neuf (9) ans de grade pour le reste.

Art. 30 - Les adjudants sont promus au grade d'adjudant-chef, au choix, après seize (16) ans de services minimum, dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Gendarmerie n° 2 (DQSG2) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de six (6) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Gendarmerie n° 1 (DQSG1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de huit (8) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du diplôme d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) ou de tout autre diplôme équivalent.

Art. 31 - Les sous-officiers retenus pour une promotion sont inscrits sur le tableau d'avancement dans l'ordre de mérite.

SECTION 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AU GRADE DE MAJOR

Art. 32 - Outre les fonctions définies à l'article 18 du présent statut, les majors peuvent occuper des emplois de commandement ou de haute qualification dans une spécialité déterminée.

Art. 33 - Les majors sont dans chaque subdivision d'arme ou spécialité, recrutés par concours ouvert aux adjudants-chefs en activité ayant accompli au moins vingt-trois (23) ans de services à la date du concours et titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Gendarmerie n° 2 (DQSG2) ou de tout autre diplôme équivalent.

La nature des épreuves, les conditions d'organisation et de déroulement du concours sont fixées par arrêté ministériel.

Les intéressés ne peuvent se présenter plus de deux (2) fois à ce concours.

Art. 34 - Les majors sont nommés et prennent rang dans l'ordre de classement du concours.

Les majors restent affectés dans leur subdivision d'arme ou spécialité d'origine.

Art. 35 - Les majors ont accès, en fonction de la durée des services, aux échelons et échelles définis par décret.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX MILITAIRES DU RANG DE GENDARMERIE

SECTION 1^{ère} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 36 - Les gendarmes adjoints et les élèves gendarmes constituent le personnel militaire du rang de la gendarmerie.

Art. 37 - Nul ne peut être admis dans le corps des militaires du rang de la gendarmerie s'il n'a satisfait à l'examen de sortie de l'école de formation de gendarmerie.

Art. 38 - Les militaires du rang de la gendarmerie nationale ont l'obligation d'occuper les logements qui leur sont concédés par nécessité absolue de service dans les cantonnements ou annexes de cantonnements.

SECTION 2 - RECRUTEMENT

Art. 39 - Le recrutement est assuré par la gendarmerie. Elle met en place des dispositions et prend les mesures permettant d'assurer la sélection des candidats à l'école de formation de gendarmerie.

Art. 40 - L'admission à l'école de gendarmerie s'effectue par concours ouvert aux citoyens volontaires, de bonne moralité, titulaires au minimum du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme équivalent, âgés de dix-huit (18) à vingt-quatre (24) ans à la date du concours.

Les candidats ainsi retenus reçoivent une formation militaire de base (FETTA) dont la durée et les modalités sont déterminées par le règlement.

Art. 41 - Les candidats retenus à l'issue du concours prennent appellation d'élèves gendarmes.

Ils sont tous astreints à un stage de formation professionnelle dont la durée minimum est de neuf (9) mois, sanctionné par un Certificat d'Aptitude à la Gendarmerie (CAG).

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 42 - Les élèves gendarmes titulaires du Certificat d'Aptitude à la Gendarmerie (CAG) sont inscrits au tableau d'avancement, pour le grade de gendarme adjoint, le 1^{er} janvier suivant l'année d'obtention de leur diplôme.

Art. 43 - A l'issue de la formation professionnelle de gendarmerie, tous les élèves gendarmes qui n'ont pas réussi à l'examen du Certificat d'Aptitude à la Gendarmerie (CAG) demeurent élèves gendarmes jusqu'à l'obtention de ce diplôme.

Art. 44 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N°2008- 018/ PR du 12 février 2008 portant statut particulier des corps de la musique des armées

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-010 du 1^{er} mars 2007 portant statut général des personnels militaires des forces armées togolaises ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu.

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - La musique des armées est une formation instituée au sein des forces armées togolaises pour exécuter les sonneries de quartier et pour rendre les honneurs.

Art. 2 - En raison de son caractère militaire, la musique participe aux servitudes de la garnison dont elle relève, tout en ayant soin d'assurer les entraînements répétitions quotidiens en vue de son maintien en condition opérationnelle.

Art. 3 - La musique des armées comprend :

- a) la musique principale ;
- b) les musiques régimentaires.

Art. 4 - La musique principale recrute et forme son personnel ainsi que celui des musiques régimentaires.

Art. 5 - Les musiques régimentaires sont gérées par les corps auxquels elles appartiennent.

Art. 6 - Les musiques régimentaires peuvent recevoir l'ordre direct du chef d'état-major général des armées pour l'exécution des missions techniques qui leur sont dévolues.

Art. 7 - Le personnel de la musique comprend :

- le corps des officiers ;
- le corps des sous-officiers ;
- le corps des musiciens du rang.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES OFFICIERS

SECTION 1^{re} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 8 - Les officiers chefs de musique sont des officiers de carrière qui sont appelés à commander les musiques des forces armées togolaises.

Ils participent à la constitution et à l'encadrement de l'ensemble des musiques.

Ils peuvent être affectés d'une musique à l'autre.

Art. 9 - Les officiers chefs de musique constituent un corps d'officiers de carrière dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

a) Officiers subalternes :

- chef de musique de 3^e classe (sous-lieutenant) ;
- chef de musique de 2^e classe (lieutenant) ;
- chef de musique de 1^{re} classe (capitaine).

b) Officiers supérieurs

- chef de musique hors classe (commandant) ;
- chef de musique de classe exceptionnelle 1^{er} échelon (lieutenant-colonel) ;
- chef de musique de classe exceptionnelle 2^e échelon (colonel).

Art. 10 - Les grades mentionnés ci-dessus comportent des échelons définis par décret.

SECTION 2 - RECRUTEMENT - AVANCEMENT

Art. 11 - Le recrutement des officiers se fait soit par concours direct, soit parmi les sous-officiers formés dans un conservatoire de musique militaire agréé par le gouvernement et ayant satisfait, à l'issue de leur cycle de formation, aux examens de sortie.

Art. 12 - La promotion au grade de chef de musique de 3^e classe (sous-lieutenant) est subordonnée à l'obtention du diplôme de sous-chef de musique.

Art. 13 - Les chefs de musique de 3^e classe sont promus chefs de musique de 2^e classe (lieutenant) après deux (2) ans de grade.

Art. 14 - Les chefs de musique de 2^e classe sont promus chefs de musique de 1^{re} classe (capitaine) à partir de quatre (4) ans de grade.

Art. 15 - Les chefs de musique de 1^{re} classe sont promus chefs de musique hors classe (commandant) à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 16 - Les chefs de musique hors classe sont promus chefs de musique de classe exceptionnelle 1^{er} échelon (lieutenant-colonel) à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 17 - Les chefs de musique de classe exceptionnelle 1^{er} échelon sont promus chefs de musique de classe exceptionnelle 2^e échelon (colonel) à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 18 - Nonobstant les dispositions prévues à la présente section, un officier peut exceptionnellement être promu à un grade supérieur par le chef des armées pour des raisons de mérite ou de service.

SECTION 3 - LIMITE D'AGE

Art. 19 - Les limites d'âge des officiers de la musique sont les suivantes :

- chef de musique de 2^e classe et 3^e classe 54 ans ;
- chef de musique de 1^{re} classe 55 ans ;
- chef de musique hors classe 56 ans ;
- chef de musique de classe exceptionnelle 1^{er} échelon 58 ans ;
- chef de musique de classe exceptionnelle 2^e échelon 59 ans.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES SOUS-OFFICIERS

SECTION 1^{re} - DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 20 - Les sous-officiers de la musique sont des chefs de pupitres, des tambours-majors ou des adjoints aux chefs de musique.

Ils participent à l'encadrement et au perfectionnement de l'ensemble des formations musicales. Ils peuvent être affectés d'une musique à l'autre.

Art. 21 - Les sous-officiers de la musique des armées constituent un corps de sous-officiers de carrière dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

a) Sous-officiers subalternes :

- sergent musicien ;
- sergent-chef musicien.

b) Sous-officiers supérieurs :

- adjudant musicien ;
- adjudant-chef musicien ;
- major.

Art. 22 - Les grades ci-dessus mentionnés comportent des échelles et échelons définis par décret.

SECTION 2-RECRUTEMENT-AVANCEMENT

Art. 23 - Les sous-officiers de la musique sont recrutés parmi les musiciens du rang titulaires du Certificat d'Aptitude Technique n° 2 (CAT2) ou diplôme équivalent.

Art. 24 - L'avancement de grade a lieu au choix.

Art. 25 - Les caporaux et caporaux-chefs musiciens titulaires du Certificat d'Aptitude Technique n° 2 (CAT2) ou diplôme équivalent sont inscrits au tableau d'avancement pour le grade de sergent musicien le 1^{er} janvier de l'année suivant l'obtention du diplôme.

Art. 26 - Les sergents musiciens sont promus au grade de sergent-chef, au choix, après huit (8) ans de services minimum, dans les conditions suivantes :

- à partir de deux (2) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Musique n° 1 (DQSM1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Certificat Technique n° 1 (CT1) musique ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de huit (8) ans de grade pour le reste.

Art. 27 - Les sergents-chefs musiciens sont promus au grade d'adjudant musicien, au choix, dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Musique n° 1 (DQSM1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de sept (7) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Certificat Technique n° 1 (CT1) musique ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de neuf (9) ans de grade pour le reste.

Art. 28 - Les adjudants musiciens sont promus au grade d'adjudant-chef musicien, au choix, après seize (16) ans de services minimum, dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Musique n° 2 (DQSM2) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de six (6) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Musique n° 1 (DQSM1) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de huit (8) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Certificat Technique n° 1 (CT1) musique ou de tout autre diplôme équivalent.

SECTION 4-DISPOSITIONS RELATIVES AU GRADE DE MAJOR

Art. 29 - Les majors sont recrutés par concours sur épreuves parmi les adjudants-chefs musiciens en activité ayant accompli au moins vingt-trois (23) ans de services à la date du concours et titulaires du Diplôme de Qualification Supérieure de Musique n° 2 (DQSM2) ou de tout autre diplôme équivalent.

Les intéressés ne peuvent se présenter plus de deux (2) fois à ce concours.

Art. 30 - La nature des épreuves, les conditions d'organisation et de déroulement du concours prévu à l'article 28 ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé de la Défense.

Art. 31 - Les majors sont nommés et prennent rang dans l'ordre du classement du concours.

Les majors restent affectés à la musique.

Art. 32 - Les majors ont accès, en fonction de la durée des services, aux échelons et échelles définis par décret.

CHAPITRE IV-DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES MUSICIENS DU RANG**SECTION 1^{ère} - DISPOSITIONS COMMUNES**

Art. 33 - Les musiciens du rang sont des musiciens de carrière dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

- musicien de 2^e classe ;
- musicien de 1^{ère} classe ;
- caporal musicien ;
- caporal-chef musicien.

Art. 34 - Les musiciens du rang sont des exécutants. Ils peuvent être affectés d'une musique à l'autre.

Art. 35 - Les grades ci-dessus mentionnés comportent des échelons définis par décret.

SECTION 2 - RECRUTEMENT - AVANCEMENT

Art. 36 - Les musiciens du rang sont recrutés parmi les citoyens volontaires du niveau de la classe de quatrième minimum, âgés de dix-huit (18) à vingt-quatre (24) ans, à la date du concours.

Art. 37 - Est musicien de 2^e classe toute recrue ayant terminé la Formation Élémentaire Toutes Armes (FETTA) prescrite par le règlement.

Art. 38 - Les distinctions à l'emploi de 1^{re} classe sont prononcées trimestriellement parmi les musiciens de 2^e classe totalisant au moins deux (2) ans de services effectifs après inscription au tableau d'avancement.

Art. 39 - Les musiciens de 2^e ou de 1^{re} classe titulaires du Certificat d'Aptitude Technique n° 1 (CAT1) peuvent être inscrits au tableau d'avancement pour le grade de caporal musicien le 1^{er} janvier suivant l'année d'obtention de leur diplôme.

Art. 40 - Les caporaux musiciens sont proposés au grade de caporal-chef musicien au choix après trois (3) ans d'ancienneté minimum.

Art. 41 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 février 2008

Le président de la République
Faure Essozima GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N° 2008 - 019 / PR du 12 février 2008 portant statut particulier des corps du service de santé des armées

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre.

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-010 du 1^{er} mars 2007 portant statut général des personnels militaires des forces armées togolaises ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I

**STATUT PARTICULIER DES CORPS MILITAIRES
DES MEDECINS, DES PHARMACIENS CHIMISTES,
DES VETERINAIRES BIOLOGISTES ET DES
CHIRURGIENS DENTISTES DES ARMEES**

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Les médecins des armées, conseillers permanents du commandement, assurent, avec la collaboration des pharmaciens chimistes, des vétérinaires biologistes et des chirurgiens dentistes des armées, dans le cadre de leur spécialité respective, la direction et le fonctionnement du service de santé des armées et commandent les formations qui en dépendent.

Les médecins, les pharmaciens chimistes, les chirurgiens dentistes et les vétérinaires biologistes des armées peuvent, en outre, être mis à la disposition d'organismes publics nationaux ou internationaux ou d'Etats étrangers pour y remplir des fonctions de leur spécialité.

Art. 2 - Pour assurer la mission que le service de santé remplit en temps de paix comme en temps de guerre au sein des forces armées et des organismes dépendant du ministère de la Défense dans le domaine de l'hygiène, de la prévention, des soins, de l'expertise, de l'enseignement et de la recherche, les médecins des armées sont chargés de la conception, de la direction, de l'inspection et de la mise en œuvre :

- des actions de médecine préventive ou curative nécessaires à la surveillance médicale, au traitement et, d'une façon plus générale, au maintien en condition des militaires ;

- des opérations de sélection, de détermination d'aptitude, d'expertise et de recherches médicales ou scientifiques prévues par la législation et la réglementation en vigueur ou prescrites par le ministre de la Défense ;

- de la formation médicale et paramédicale des personnels du service de santé des armées et de l'éducation sanitaire du personnel du département des armées ;

- de l'application des règles relatives à la médecine du travail dans le département des armées ;

- des actions de médecine préventive ou curative à l'égard des personnes confiées au service de santé des armées.

Art. 3 - Placés sous l'autorité des médecins des armées qui exercent les fonctions de direction générale du service, les pharmaciens chimistes des armées sont chargés de la conception, de la direction, de l'inspection et de la mise en œuvre des services pharmaceutiques des armées.

Ils participent, dans le cadre de leur spécialité, aux activités définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4 - Les vétérinaires biologistes des armées participent à la recherche, aux études, aux expérimentations et à l'enseignement d'ordre scientifique et militaire, dans le domaine vétérinaire et

biologique et en matière de protection contre les effets des produits nucléaires et chimiques. Ils exercent la surveillance sanitaire des animaux et le contrôle sanitaire et qualitatif des denrées d'origine animale destinées à l'alimentation des personnels.

Art. 5 - Les chirurgiens dentistes des armées participent aux missions et actions définies à l'article 2 du présent décret.

Art. 6 - Les médecins, pharmaciens chimistes, chirurgiens dentistes et vétérinaires biologistes des armées ont le devoir d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances et leurs capacités professionnelles. Ce perfectionnement concerne les connaissances techniques, administratives et militaires indispensables à l'exercice de leurs fonctions et à la bonne exécution des missions du service de santé des armées.

Les frais de formation continue et de perfectionnement sont à la charge du budget des armées.

Art. 7 - La spécialisation dans toute discipline reconnue par le service de santé des armées est un droit reconnu aux médecins, pharmaciens chimistes, chirurgiens dentistes et vétérinaires biologistes des armées. Elle peut emprunter deux (2) voies :

a) la voie des concours militaires qui comporte trois (3) niveaux :

- premier niveau : assistant du service de santé des armées ;
- deuxième niveau : spécialiste du service de santé des armées ;
- troisième niveau : agrégé du service de santé des armées.

b) la voie civile :

- Certificat d'Etudes Spéciales (C.E.S) et assimilés,
- concours universitaires (internes, assistants, agrégés).

Art. 8 - La formation du spécialiste est à la charge du budget des armées. Les modalités d'attribution des indemnités sont précisées par arrêté du ministre chargé de la défense.

Art. 9 - La possession de l'un des trois (3) niveaux de qualification définis à l'article 7 ci-dessus ouvre droit, en faveur des médecins, pharmaciens chimistes, chirurgiens dentistes et vétérinaires biologistes des armées, à une prime de diplôme ou de brevet.

Les modalités de reconnaissance des diplômes ou brevets visés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus sont précisés par décret.

Art. 10 - Nonobstant les dispositions des articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 29, 30, 34 et 35 du présent décret, un officier médecin, pharmacien chimiste, vétérinaire biologiste ou chirurgien dentiste des armées peut exceptionnellement être promu à un grade supérieur par le chef des armées pour des raisons de mérite ou de service.

Art. 11 - Les règles de déontologie propres aux médecins, aux pharmaciens chimistes et aux chirurgiens dentistes des armées sont déterminées par décret.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES MEDECINS DES ARMEES

SECTION 1^{ère} - HIERARCHIE

Art. 12 - Les médecins des armées constituent un corps d'officiers dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

- médecin sous-lieutenant ;
- médecin lieutenant ;
- médecin capitaine ;
- médecin commandant ;
- médecin lieutenant-colonel ;
- médecin colonel ;
- médecin général de brigade ;
- médecin général de division.

Les médecins généraux de division peuvent recevoir rang et appellation de médecins généraux de corps d'armée et de médecins généraux d'armée.

Art. 13 - Les grades visés à l'article 11 du présent statut comportent des échelons définis par décret.

SECTION 2 - RECRUTEMENT

Art. 14 - Les médecins des armées sont recrutés au grade de médecin sous-lieutenant parmi les élèves officiers des écoles du service de santé des armées ayant validé la quatrième année d'études en médecine.

L'admission dans ces écoles s'effectue :

- a) par concours ouvert aux candidats des deux sexes titulaires du baccalauréat, âgés de vingt-un (21) ans au plus à la date du concours ;
- b) à titre exceptionnel et selon les besoins du service, par concours pouvant comporter des épreuves à option, ouverts aux étudiants des deux sexes régulièrement inscrits dans l'une des universités du Togo ou dans toute autre université reconnue par l'académie universitaire du Togo, ayant validé la première (1^{ère}) ou la deuxième (2^e) année d'études médicales et âgés de moins de vingt-trois (23) ans à la date du concours.

Les candidats ainsi retenus prennent appellation d'élèves officiers médecins.

Les programmes, les conditions d'organisation et de déroulement des concours prévus au présent article, les règles de notation ainsi que le nombre de places mises chaque année sont fixés par arrêté du ministre chargé de la Défense.

Les élèves officiers médecins de ces écoles sont promus au grade d'officier élève médecin sous-lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la quatrième (4^e) année d'études médicales. Ils sont inscrits sur la liste d'ancienneté par ordre de mérite.

Les officiers élèves médecins sous-lieutenants sont nommés au grade d'officier élève médecin lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la sixième (6^e) année d'études médicales. Ils prennent l'appellation de médecin lieutenant après l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en médecine.

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 15 - L'avancement de grade des médecins des armées a lieu au choix.

Le tableau d'avancement est établi par ordre de mérite.

Art. 16 - Les médecins lieutenants sont promus au grade de médecin capitaine deux (2) ans après l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en médecine.

Art. 17 - Les médecins capitaines sont promus au grade de médecin commandant à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 18 - Les médecins commandants sont promus au grade de médecin lieutenant-colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 19 - Les médecins lieutenants-colonels sont promus au grade de médecin colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 20 - Les médecins colonels ayant au moins quatre (4) ans d'ancienneté de grade peuvent être promus au grade de médecin général de brigade.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES PHARMACIENS CHIMISTES DES ARMEES

SECTION I^{re} - HIERARCHIE

Art. 21 - Les pharmaciens chimistes des armées constituent un corps d'officiers dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

- pharmacien chimiste sous-lieutenant ;
- pharmacien chimiste lieutenant ;
- pharmacien chimiste capitaine ;
- pharmacien chimiste commandant ;
- pharmacien chimiste lieutenant-colonel ;
- pharmacien chimiste colonel ;
- pharmacien chimiste général avec rang et prérogatives de général de brigade ;
- pharmacien chimiste général inspecteur avec rang et prérogatives général de division.

Art. 22 - Les grades visés à l'article 20 ci-dessus comportent décret.

SECTION II - RECRUTEMENT

Art. 23 - Les pharmaciens chimistes des armées sont recrutés au grade de pharmacien chimiste lieutenant parmi les officiers élèves des écoles du service de santé des armées ayant obtenu le diplôme de docteur en pharmacie.

L'admission dans ces écoles s'effectue :

a) par concours ouvert aux candidats des deux sexes titulaires du baccalauréat scientifique de l'enseignement secondaire et âgés de vingt-un (21) ans au plus à la date du concours ;

b) à titre exceptionnel et selon les besoins du service, par concours pouvant comporter des épreuves à option, ouverts aux étudiants des deux sexes régulièrement inscrits à l'une des Universités du Togo ou dans toute autre université reconnue par l'académie universitaire du Togo ayant validé la première année d'études pharmaceutiques et âgés de moins de vingt-quatre (24) ans à la date du concours.

Les candidats ainsi retenus prennent appellation d'élèves officiers.

Les programmes, les conditions d'organisation et de déroulement des concours prévus au présent article, les règles de notation ainsi que le nombre de places mises chaque année sont fixés par arrêté du ministre chargé de la défense.

Les élèves officiers de ces écoles sont promus au grade de sous-lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la troisième (3^e) année d'études pharmaceutiques. Ils sont inscrits sur la liste d'ancienneté par ordre de mérite.

Les sous-lieutenants sont nommés au grade de lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la cinquième (5^e) année d'études pharmaceutiques.

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 24 - L'avancement de grade des pharmaciens chimistes des armées a lieu au choix.

Le tableau d'avancement est établi par ordre de mérite.

Art. 25 - Pour être promus au grade supérieur, les pharmaciens chimistes des armées doivent compter au minimum :

- quatre (4) ans dans le grade de pharmacien chimiste lieutenant ;
- cinq (5) ans dans le grade de pharmacien chimiste capitaine ;
- cinq (5) ans dans le grade de pharmacien chimiste commandant ;
- cinq (5) ans dans le grade de pharmacien chimiste lieutenant-colonel ;
- quatre (4) ans dans le grade de pharmacien chimiste colonel.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES VETERINAIRES BIOLOGISTES DES ARMEES

SECTION 1^{ère} - HIERARCHIE

Art. 26 - Les vétérinaires biologistes des armées constituent un corps d'officiers dont la hiérarchie particulière comporte les grades suivants :

- vétérinaire biologiste sous-lieutenant ;
- vétérinaire biologiste lieutenant ;
- vétérinaire biologiste capitaine ;
- vétérinaire biologiste commandant ;
- vétérinaire biologiste lieutenant-colonel ;
- vétérinaire biologiste colonel ;
- vétérinaire biologiste général avec rang et prérogatives de général de brigade ;
- vétérinaire biologiste général inspecteur avec rang et prérogatives de général de division.

Art. 27 - Les grades visés à l'article 25 ci-dessus comportent des échelons définis par décret.

SECTION 2 - RECRUTEMENT

Art. 28 - Les vétérinaires biologistes des armées sont recrutés au grade de vétérinaire biologiste lieutenant parmi les officiers élèves des écoles du service de santé des armées ayant obtenu le diplôme de vétérinaire biologiste.

L'admission dans ces écoles s'effectue :

a) par concours ouvert aux candidats des deux sexes titulaires du baccalauréat scientifique de l'enseignement secondaire et âgés de vingt-deux (22) ans au plus à la date du concours ;

b) à titre exceptionnel, par concours pouvant comporter des épreuves à option, ouverts aux étudiants des deux sexes régulièrement inscrits dans une école vétérinaire agréée par le gouvernement, la limite d'âge de vingt-deux (22) étant augmentée du nombre d'années d'études vétérinaires acquises par les intéressés.

Les candidats ainsi retenus prennent appellation d'élèves officiers.

Les programmes des concours prévus au présent article, les conditions d'organisation et de déroulement de ces concours, les règles de notation ainsi que le nombre de places mises chaque année aux concours sont fixés par arrêté du ministre chargé de la Défense.

Les élèves officiers de ces écoles sont promus au grade de sous-lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de

la troisième (3^e) année d'études vétérinaires. Ils sont inscrits sur la liste d'ancienneté par ordre de mérite.

Les sous-lieutenants sont nommés au grade de lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la cinquième (5^e) année d'études vétérinaires.

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 29 - L'avancement de grade des vétérinaires biologistes des armées a lieu au choix.

Le tableau d'avancement est établi par ordre de mérite.

Art. 30 - Pour être promu au grade supérieur, les vétérinaires biologistes des armées doivent compter au minimum :

- quatre (4) ans dans le grade de vétérinaire biologiste lieutenant ;
- cinq (5) ans dans le grade de vétérinaire biologiste capitaine ;
- cinq (5) ans dans le grade de vétérinaire biologiste commandant ;
- cinq (5) ans dans le grade de vétérinaire biologiste lieutenant-colonel ;
- quatre (4) ans dans le grade de vétérinaire biologiste colonel.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU CORPS DES CHIRURGIENS DENTISTES DES ARMEES

SECTION 1^{ère} - HIERARCHIE

Art. 31 - Les chirurgiens dentistes des armées constituent un corps d'officiers dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

- chirurgien dentiste sous-lieutenant ;
- chirurgien dentiste lieutenant ;
- chirurgien dentiste capitaine ;
- chirurgien dentiste commandant ;
- chirurgien dentiste lieutenant-colonel ;
- chirurgien dentiste colonel ;
- chirurgien dentiste général avec rang et prérogatives de général de brigade ;
- chirurgien dentiste général inspecteur avec rang et prérogatives de général de division.

Art. 32 - Les grades visés à l'article 30 ci-dessus comportent les échelons définis par décret.

SECTION 2 - RECRUTEMENT

Art. 33 - Les chirurgiens dentistes des armées sont recrutés au grade de chirurgien dentiste lieutenant parmi les officiers élèves des écoles du service de santé des armées ayant obtenu le diplôme de chirurgien dentiste.

L'admission dans ces écoles s'effectue :

a) par concours ouvert aux candidats des deux sexes titulaires du baccalauréat scientifique de l'enseignement secondaire et âgés de vingt-deux (22) ans au plus à la date du concours ;

b) à titre exceptionnel et selon les besoins du service, par concours pouvant comporter des épreuves à option, ouverts aux étudiants des deux sexes régulièrement inscrits à l'Université de Lomé ou dans toute autre université reconnue par l'Université de Lomé, ayant validé la première (1^{ère}) année d'études médicales et âgés de vingt-trois (23) ans au plus à la date du concours.

Les candidats ainsi retenus prennent appellation d'élèves officiers.

Les programmes, les conditions d'organisation et de déroulement des concours prévus au présent article, les règles de notation ainsi que le nombre de places mises chaque année sont fixés par arrêté du ministre chargé de la Défense.

Les élèves officiers de ces écoles sont promus au grade de sous-lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la troisième (3^e) année d'études dentaires. Ils sont inscrits sur la liste d'ancienneté par ordre de mérite.

Les sous-lieutenants sont nommés au grade de lieutenant le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de validation de la 5^e année d'études dentaires.

SECTION 3 - AVANCEMENT

Art. 34 - L'avancement de grade des chirurgiens dentistes des armées a lieu au choix.

Le tableau d'avancement est établi par ordre de mérite.

Art. 35 - Pour être promu au grade supérieur, les chirurgiens dentistes des armées doivent compter au minimum :

- quatre (4) ans dans le grade de chirurgien dentiste lieutenant ;
- cinq (5) ans dans le grade de chirurgien dentiste capitaine ;
- cinq (5) ans dans le grade de chirurgien dentiste commandant ;
- cinq (5) ans dans le grade de chirurgien dentiste lieutenant-colonel ;
- quatre (4) ans dans le grade de chirurgien dentiste colonel.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Art. 36 - A titre exceptionnel et selon les besoins du service, les adjudants-chefs du service de santé des armées titulaires d'un brevet technique supérieur spécialisé (BTSS) peuvent être promus, au choix, au grade de sous-lieutenant.

Art. 37 - Les jeunes gens des deux sexes admis aux écoles du service de santé des armées contractent un engagement d'une durée égale au temps qui doit s'écouler jusqu'à leur sortie de l'école, augmenté de dix (10) ans. Ils peuvent demander à résilier cet engagement pendant les deux premières années de scolarité.

En outre, les officiers spécialistes du service de santé des armées s'engagent à rester en activité pendant cinq (5) ans après leur période de formation spécialisée.

Art. 38 - Sont tenus à remboursement :

- a) pour la durée de leur scolarité effectuée, les élèves qui, pour toute autre cause que l'incapacité médicale dûment constatée, sont rayés des contrôles des écoles avant la fin de la scolarité ;
- b) pour la durée de la scolarité effectuée et compte tenu de la durée des services accomplis dans leur corps, les médecins, les pharmaciens chimistes, les vétérinaires biologistes et les chirurgiens dentistes des armées qui, sauf pour raison de santé, ne satisfont pas à l'engagement prévu à l'article 36 ci-dessus.

Art. 39 - Le montant des remboursements est égal au montant des rémunérations perçues pendant toute la période de scolarité.

Les taux utilisés pour le calcul des sommes à rembourser par les officiers visés à l'article 37.b sont fixés conformément au tableau ci-après :

Temps passé dans le corps après La période de scolarité	Taux de remboursement (en %)
Moins de 7 ans	100 %
Entre 7 et moins de 8 ans	80 %
Entre 8 et moins de 9 ans	65 %
Entre 9 et moins de 10 ans	50 %

Art. 40 - Les limites d'âge des médecins, des pharmaciens chimistes, des vétérinaires biologistes et des chirurgiens dentistes des armées sont les suivantes :

- médecin sous-lieutenant et lieutenant,
pharmacien chimiste sous-lieutenant et lieutenant, 54 ans
vétérinaire biologiste sous-lieutenant et lieutenant,
chirurgien dentiste sous-lieutenant et lieutenant ;
- médecin capitaine,
pharmacien chimiste capitaine, 55 ans
vétérinaire biologiste capitaine,
chirurgien dentiste capitaine ;

- médecin commandant, pharmacien chimiste commandant, vétérinaire biologiste commandant, chirurgien dentiste commandant ;	56 ans
- médecin lieutenant-colonel, pharmacien chimiste lieutenant-colonel, vétérinaire biologiste lieutenant-colonel, chirurgien dentiste lieutenant-colonel ;	58 ans
- médecin colonel pharmacien chimiste colonel vétérinaire biologiste colonel chirurgien dentiste colonel	59 ans
- médecin général pharmacien chimiste général vétérinaire biologiste général chirurgien dentiste général	60 ans

TITRE II

DISPOSITIONS STATUTAIRES APPLICABLES AUX MILITAIRES INFIRMIERS ET TECHNICIENS DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

SECTION 1^{re} - DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 41 - Les militaires infirmiers et techniciens du service de santé des armées participent au fonctionnement du service de santé des armées. Ils occupent dans les formations de corps de troupe et les établissements d'hospitalisation des armées les emplois d'encadrement ou d'exécution correspondant à leur spécialisation.

Ils peuvent aussi participer au fonctionnement de toute autre formation relevant du ministère de la défense ou être mis à la disposition d'organismes publics nationaux ou internationaux ou d'Etats étrangers.

SECTION 2 - CATEGORISATION DES SPECIALITES

Art. 42 - Les militaires infirmiers et techniciens du service de santé des armées sont répartis entre les catégories de personnel désignées ci-après :

- a) personnel des services d'hospitalisation comportant les sections :
- soins infirmiers ;
 - soins infirmiers spécialisés ;
 - rééducation fonctionnelle ;
 - maternité ;
 - puériculture.

b) personnel des services techniques comportant les sections :

- laboratoire ;
- pharmacie ;
- électroradiologie-encéphalographie ;
- orthophonie ;
- orthoptie ;
- diététique.

c) personnel administratif ;

d) personnel biomédical ;

e) personnel d'exploitation ;

f) personnel des services vétérinaires comportant les sections suivantes :

- soins vétérinaires ;
- laboratoire ;
- pharmacie ;
- rationnement (alimentation) ;
- inspection des denrées ;
- hygiène et assainissement.

Art. 43 - Les attributions propres à chaque catégorie et à chaque section sont définies par instruction ministérielle.

Art. 44 - Les catégories et sections du personnel visées à l'article 41 ci-dessus comportent les titres suivants :

a) catégorie du personnel des services d'hospitalisation :

1^o) section soins infirmiers :

- aide-soignant ;
- infirmier soignant.

2^o) section soins infirmiers spécialisés :

- infirmier spécialisé.

3^o) section rééducation fonctionnelle :

- masseur - kinésithérapeute.

4^o) section maternité :

- sage-femme.

5^o) section puériculture :

- puéricultrice.

b) catégorie du personnel des services techniques :

1^o) section électroradiologie-encéphalographie :

- aide d'électroradiologie ;
- manipulateur d'électroradiologie ;
- assistant technique d'électroradiologie.

2^o) section laboratoire :

- aide de laboratoire ;
- laborantin.

3^o) section pharmacie :

- aide de pharmacie ;
- aide-préparateur en pharmacie ;
- préparateur en pharmacie.

4^o) section orthophonie :

- orthophoniste.

5°) section orthoptie :

- orthoptiste.

6°) section diététique

- diététicien.

c) catégorie du personnel administratif :

- secrétaire adjoint ;

- secrétaire ;

- secrétaire chef.

d) catégorie du personnel d'exploitation :

- agent d'exploitation.

e) catégorie du personnel des services vétérinaires :

1°) section soins vétérinaires :

- aide-soignant vétérinaire ;

- infirmier vétérinaire, agent technique d'élevage ou ingénieur adjoint d'élevage ;

- infirmier vétérinaire spécialisé.

2°) section laboratoire :

- aide-laborantin ;

- laborantin.

3°) section pharmacie :

- aide-préparateur en pharmacie

- préparateur en pharmacie.

4°) section inspection des denrées :

- aide-inspecteur des denrées.

5°) section rationnement :

- technicien de rationnement.

SECTION 3 - MODALITES D'ACCES AUX SPECIALITES

Art. 45 - Des stages sont organisés pour assurer la formation professionnelle et le perfectionnement dans les spécialités suivantes :

- paramédicales ;

- secrétariat administratif ;

- technologie des matériels de santé.

Chaque formation de spécialité est sanctionnée par des certificats ou des brevets militaires.

Art. 46 - Les stages de qualification dans les différents domaines de compétence des personnels paramédicaux sont sanctionnés selon le niveau par :

- des brevets techniques (BT) : 1^{er} niveau ;

- des brevets techniques supérieurs (BTS) : 2^e niveau ;

- des brevets techniques supérieurs spécialisés (BTSS) : 3^e niveau.

Art. 47 - Les dispositions applicables à la formation des personnels administratifs et de technologie des matériels de santé sont identiques à celles en vigueur dans les forces armées togolaises.

SECTION 4 - HIERARCHIE

Art. 48 - Les militaires infirmiers et techniciens du service de santé des armées constituent deux corps dont la hiérarchie comporte les grades définis par la hiérarchie militaire générale notamment le corps des sous-officiers et le corps des militaires du rang.

Les échelles et échelons de ces grades sont définis par décret.

SECTION 5 - RECRUTEMENT

Art. 49 - Les militaires infirmiers et techniciens du service de santé des armées sont recrutés au titre d'agent d'exploitation parmi les candidats des deux sexes ayant satisfait à un test de sélection.

Ce test est ouvert aux militaires du rang de toute arme, titulaires du brevet d'études du premier cycle (BEPC) minimum ou diplôme équivalent.

Les modalités d'accès aux différentes catégories de spécialités définies à l'article 41 du présent décret sont fixées par instruction ministérielle.

SECTION 6 - PERSONNELS FEMININS DU SERVICE DE SANTE

Art. 50 - Les personnels féminins des corps des militaires infirmiers et techniciens du service de santé des armées sont recrutés par concours sur épreuves ouvert :

a. aux élèves infirmières de l'école nationale des auxiliaires médicaux, ayant validé la deuxième année d'études, âgées de vingt-quatre (24) ans au plus à la date du concours et remplissant les conditions d'aptitude physique ;

b. aux élèves infirmières de l'école nationale des auxiliaires médicaux ayant obtenu le diplôme d'état d'infirmière (DE) et âgées de moins de vingt-six (26) ans.

La nature des épreuves, les conditions d'organisation et de déroulement des deux concours sont fixées par le ministre chargé de la Défense.

Art. 51 - Les candidates retenues suivent une formation militaire de base dont les modalités sont fixées par arrêté ministériel.

Art. 52 - Les candidates retenues conformément au point 1 de l'article 49 sont nommées au grade de sergent après inscription au tableau d'avancement le 1^{er} janvier de l'année suivant leur sortie de l'école.

Les candidates retenues conformément au point 2 de l'article 49 sont nommées au grade de sergent à la fin de leur formation militaire de base.

CHAPITRE II - AVANCEMENT**SECTION 1^{ère} - LES MILITAIRES DU RANG**

Art. 53 - Les distinctions à l'emploi de 1^{ère} classe sont prononcées trimestriellement parmi les soldats de 2^e classe totalisant au moins deux (2) ans de services effectifs après inscription au tableau d'avancement.

Art. 54 - Les infirmiers militaires titulaires du Certificat d'Aptitude Technique n° 1 (CATI) infirmier ou de tout autre diplôme équivalent peuvent être inscrits au tableau d'avancement pour le grade de caporal le 1^{er} janvier suivant l'année d'obtention de leur diplôme.

Art. 55 - Les caporaux sont proposés au grade de caporal-chef au choix après trois (3) ans d'ancienneté minimum.

SECTION 2 - LES SOUS-OFFICIERS

Art. 56 - Les caporaux, caporaux-chefs titulaires du Certificat d'Aptitude Technique n° 2 (CAT2) ou de tout autre diplôme équivalent sont inscrits au tableau d'avancement pour le grade de sergent le 1^{er} janvier de l'année suivant la date d'obtention de leur diplôme.

Art. 57 - Les sergents sont promus au grade de sergent-chef, au choix, après huit (8) ans de services minimum, dans les conditions suivantes :

- à partir de deux (2) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique Supérieur (BTS) ou de tout autre diplôme équivalent ;
- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique (BT) ou de tout autre diplôme équivalent ;
- à partir de huit (8) ans de grade pour les autres.

Art. 58 - Les sergents-chefs sont promus au grade d'adjudant, au choix, dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique Supérieur (BTS) ou de tout autre diplôme équivalent ;
- à partir de sept (7) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique (BT) ou de tout autre diplôme équivalent ;
- à partir de neuf (9) ans de grade pour les autres.

Art. 59 - Les adjudants sont promus au grade d'adjudant-chef, au choix, après seize (16) ans de services minimum dans les conditions suivantes :

- à partir de quatre (4) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique Supérieur Spécialisé (BTSS) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de six (6) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique Supérieur (BTS) ou de tout autre diplôme équivalent ;

- à partir de huit (8) ans de grade pour tous ceux qui sont titulaires du Brevet Technique (BT) ou de tout autre diplôme équivalent.

SECTION 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AU GRADE DE MAJOR

Art. 60 - Les majors sont recrutés par concours sur épreuves parmi les adjudants-chefs en activité ayant accompli au moins vingt-trois (23) ans de services à la date du concours et titulaires du Brevet Technique Supérieur Spécialisé (BTSS) ou de tout autre diplôme équivalent.

Art. 61 - La nature des épreuves, les conditions d'organisation et de déroulement du concours prévu à l'article 59 ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre de la Défense.

Les intéressés ne peuvent se présenter plus de deux (2) fois à ce concours.

Art. 62 - Les majors sont nommés dans l'ordre du classement du concours mentionné à l'article 59 ci-dessus.

Les majors restent affectés à leur spécialité. Toutefois, ils peuvent être appelés à servir dans toute autre formation du service de santé des armées.

Art. 63 - Les majors ont accès, en fonction de la durée des services, aux échelons et échelles définis par décret.

Art. 64 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé 12 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N° 2008-020 / PR du 12/02/2008 portant statut particulier du corps des commissaires des armées

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-010 du 1^{er} mars 2007 portant statut général des personnels militaires des forces armées togolaises ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu.

DECRETE:

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Les commissaires sont des militaires administrateurs soumis aux dispositions du statut général des personnels militaires des forces armées togolaises et à celles du statut particulier de leur corps interarmées.

Art. 2 - Les commissaires constituent le corps d'administration générale des armées de terre, de l'air, de la marine et de la gendarmerie nationale.

Ils exercent leurs fonctions tant dans les services du commissariat dont ils assurent la direction, que dans les états-majors et les autres services à vocation administrative.

Ils sont les conseillers du commandement en matière administrative, financière, juridique et logistique.

Ils participent à l'activité opérationnelle des armées dans lesquelles ils sont affectés ainsi qu'à l'encadrement militaire des unités ou organismes de ces armées.

Ils peuvent être appelés à faire partie de formations interarmées ou de celles relevant directement du ministère de la Défense et d'autres ministères.

Art. 3 - Les commissaires constituent un corps d'officiers dont la hiérarchie comporte les grades suivants :

1^o) Officiers subalternes :

- commissaire sous-lieutenant ;
- commissaire lieutenant ;
- commissaire capitaine.

2^o) Officiers supérieurs :

- commissaire commandant ;
- commissaire lieutenant-colonel ;
- commissaire colonel.

3^o) Officiers généraux :

- commissaire général de brigade ;
- commissaire général de division.

Les commissaires généraux de division peuvent recevoir rang et appellation de commissaire général de corps d'armée et de commissaire général d'armée.

Art. 4 - Les grades mentionnés à l'article 3 ci-dessus comportent des échelons définis par décret.

CHAPITRE II - RECRUTEMENT

Art. 5 - Les commissaires sont recrutés au grade de sous-lieutenant parmi les élèves commissaires ayant satisfait aux examens de sortie des écoles du commissariat agréées par le gouvernement. Ils sont nommés le 1^{er} janvier de l'année suivant la date de sortie de leur école.

L'admission dans ces écoles s'effectue par concours sur épreuves qui peuvent comporter des matières à option ouvert aux candidats titulaires d'une maîtrise en droit ou en sciences économiques, âgés de vingt-quatre (24) ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours et remplissant les conditions d'aptitude physique.

Art. 6 - Les officiers d'administration peuvent accéder aux corps des commissaires s'ils remplissent les conditions suivantes :

- avoir au moins trente (30) ans à la date du concours ;
- être capitaine ou officier supérieur ;
- être titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire au minimum ;
- réussir au concours dans une école de commissariat.

Dans ce cas, la demande est exprimée par voie hiérarchique au chef d'Etat-major général des forces armées togolaises, qui décide selon les besoins du service.

Les modalités de ce concours interne sont définies par instruction ministérielle.

CHAPITRE III - AVANCEMENT

Art. 7 - L'avancement de grade a lieu au choix.

Art. 8 - Les commissaires sous-lieutenants sont promus au grade de commissaire lieutenant après deux (2) ans d'ancienneté dans le grade.

Art. 9 - Les commissaires lieutenants sont promus au grade de commissaire capitaine à partir de quatre (4) ans de grade.

Art. 10 - Les commissaires capitaines sont promus au grade de commissaire commandant à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 11 - Les commissaires commandants sont promus au grade de commissaire lieutenant-colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 12 - Les commissaires lieutenants-colonels sont promus au grade de commissaire colonel à partir de cinq (5) ans de grade.

Art. 13 - Les commissaires colonels ayant au moins quatre (4) ans d'ancienneté de grade et ayant exercé un commandement effectif peuvent être promus au grade de commissaire général de brigade.

CHAPITRE IV - LIMITE D'AGE

Art. 14 - Les limites d'âge des commissaires des armées sont les suivantes :

- commissaire sous-lieutenant et lieutenant	54 ans ;
- commissaire capitaine	55 ans ;
- commissaire commandant	56 ans ;
- commissaire lieutenant-colonel	58 ans ;
- commissaire colonel	59 ans ;
- commissaire général	60 ans.

Art. 15 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N° 2008-021 / PR du 12/02/2008 accordant un permis à grande échelle à la société MM MINING S.A. (Lomé) pour l'exploitation des gisements de fer et de ses métaux connexes dans l'unité structurale de l'Atakora et dans l'unité structurale du Buem traversant le Togo

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau et du ministre de l'Economie et des Finances :

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2003-012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2006-123/PR du 18 septembre 2006 portant autorisation de signature de la convention d'investissement entre la République togolaise et MM Investment Holding Limited pour la mise en œuvre d'une société d'exploitation, de transformation

partielle et /ou entière et de commercialisation des minerais de fer, de manganèse, de bauxite, de chromite et de leurs métaux connexes ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu la convention d'investissement signée le 07 août 2006 entre la République togolaise et MM INVESTMENT HOLDING LIMITED ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier - Un permis d'exploitation à grande échelle de gisement de fer et de ses métaux connexes dans le sillon basique et ultrabasique traversant le Togo est accordé à la société MM MINING S.A. (Lomé).

Art. 2 - Le permis d'exploitation à grande échelle est valable pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de signature du présent décret.

A la demande du titulaire, il peut être renouvelé plusieurs fois pour une durée de dix (10) ans chacune, conformément au code minier et conditions prévues dans la convention signée le 7 août 2006 entre MM Investment Holding Limited et le gouvernement togolais.

Art. 3 - Conformément au plan joint en annexe au présent décret, le périmètre limitant le permis d'exploitation à grande échelle a la forme d'un polygone irrégulier dont les sommets sont constitués par les points A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P et Q définis par les coordonnées géographiques suivantes :

Sommet	Longitude	Latitude	Sommet	Longitude	Latitude
A-fe	0,92124	10,27672	G-fe	0,58392	6,76205
B-fe	0,85226	10,03725	H-fe	0,90996	7,25333
C-fe	0,77313	9,77886	I-fe	1,13720	7,49767
D-fe	0,73465	9,58905	J-fe	0,83334	8,00241
E-fe	0,67499	9,48388	K-fe	1,04538	8,82365
F-fe	0,56533	9,41302	L-fe	1,32205	9,07121

Sommet	Longitude	Latitude
M-fe	1,41843	9,31336
O-fe	1,10698	9,48885
P-fe	1,10547	9,84916
Q-fe	1,26324	10,02498

Art. 4 - Le permis d'exploitation à grande échelle ainsi accordé couvre une superficie totale d'environ trois mille sept cent huit (3.708) km² dans l'unité structurale du Buem et d'environ onze mille six cent vingt-et-un (11.621) km² dans l'unité structurale de l'Atakora.

Art. 5 - La société MM MINING SA (Lomé) est tenue de réaliser les travaux d'exploitation conformément aux exigences du code minier, du code de l'environnement et de la convention d'investissement signée le 7 août 2006 entre MM Investment Holding Limited et le gouvernement togolais.

Art. 6 - Le permis d'exploitation à grande échelle ainsi accordé constitue un droit mobilier indivisible et non amodiable. Il est, cependant, cessible, transmissible et susceptible d'hypothèque sous réserve d'une autorisation préalable du conseil des ministres.

Art. 7 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux dans un délai de cinq (5) ans, le Gouvernement se réserve le droit d'annuler le présent permis d'exploitation à grande échelle.

Art. 8 - Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 février 2008

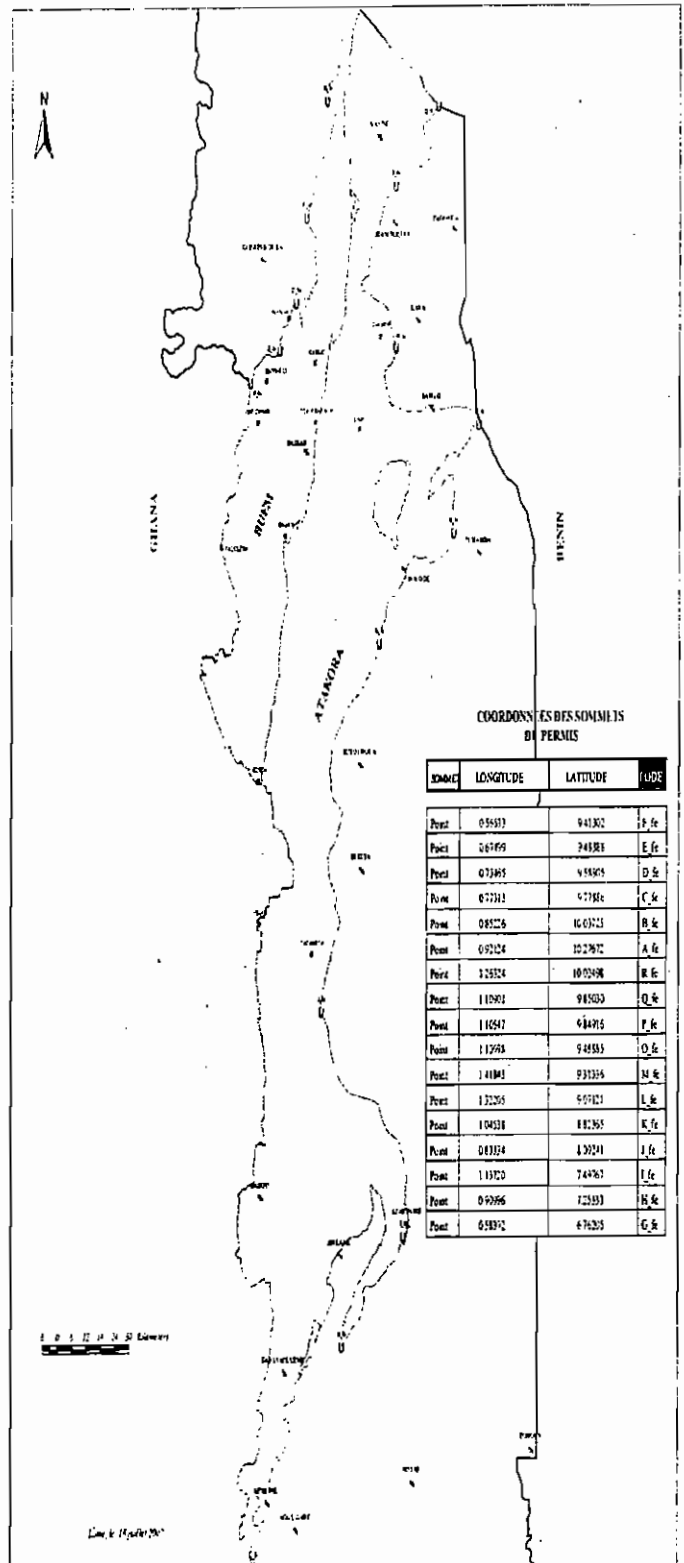
Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau
Dammipi NOUPOKOU

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adjé Otèth AYASSOR

**PERMIS D'EXPLOITATION A GRANDE ECHELLE DES
GISEMENTS DE FER ET DE SES METAUX CONNEXES
DANS LES PERIMETRES DE L'UNITE STRUCTURALE DU
BUEM ET DE L'UNITE STRUCTURALE DE L'ATAKORA**



DECRET N° 2008 - 022 / PR du 12/02/2008 portant nomination

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat :

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE:

Article premier - M. **Théophile Kossi René KAPOU**, administrateur civil principal 3^e échelon est nommé secrétaire général au ministère des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Art. 2 - Le ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat
Célestin Ekpaoh TALAKI

DECRET N° 2008-023 / PR du 15/02/2008 portant attributions et organisation du ministère de la Défense et des Anciens combattants

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-010 du 1^{er} mars 2007 portant statut général des personnels militaires des forces armées togolaises ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE:**CHAPITRE I^{er} - ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

Article premier - Le ministre de la Défense et des Anciens combattants est responsable, sous l'autorité du président de la République, chef des armées, et du Premier ministre, chef du gouvernement, de l'exécution de la politique militaire notamment l'organisation, la gestion, la mise en condition d'emploi, la mobilisation de l'ensemble des forces et l'infrastructure militaire qui leur est nécessaire, ainsi que de la politique relative aux anciens combattants.

Il assiste le Premier ministre en ce qui concerne la mise en œuvre des forces et, en particulier, en matière de préparation et de conduite supérieure des opérations.

Le ministre de la Défense et des Anciens combattants a autorité sur l'ensemble des forces et services des armées et est responsable de leur sécurité.

Conformément aux décisions gouvernementales, il suit les négociations internationales intéressant la défense. Il est responsable des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des organismes interalliés.

Art. 2 - Le ministre de la Défense et des Anciens combattants préside le comité des chefs d'état-major dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont déterminés par décret.

CHAPITRE II - ORGANISATION DU MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Art. 3 - Le ministre de la Défense et des Anciens combattants dispose pour l'exercice de ses attributions :

- d'un cabinet civil et militaire ;
- d'une administration centrale.

Section 1^{re} - Le Cabinet

Art. 4 - Le cabinet du ministre de la Défense comprend :

- le directeur du cabinet ;
- le chef du cabinet militaire ;
- le chef du cabinet civil ;
- les conseillers techniques ;
- le chef du secrétariat particulier.

Art. 5 - Le directeur du cabinet dirige le cabinet civil et militaire et veille à l'exécution des directives du ministre.

Art. 6 - Le chef du cabinet militaire, officier général ou supérieur d'origine terre, air, mer, de la gendarmerie ou du corps des commissaires, assiste le directeur de cabinet dans la coordination des activités liées à la défense nationale. Il suit toutes les questions intéressant directement les forces armées et veille à l'exécution des décisions du ministre en cette matière.

Le chef du cabinet militaire assure la gestion du personnel militaire mis à la disposition du ministère.

Nommé par décret du président de la République, il est assisté d'officiers supérieurs représentant l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine nationale et la gendarmerie nationale.

Art. 7 - Le chef du cabinet civil assiste le directeur du cabinet dans ses fonctions et assure les missions qui lui sont confiées par le ministre. Il est nommé par décret du président de la République.

Art. 8 - Les conseillers techniques donnent leur avis et font des propositions sur les affaires qui leur sont confiées en raison de leurs compétences.

Art. 9 - Le chef du secrétariat particulier organise le secrétariat du ministre.

Art. 10 - Le ministre de la Défense et des Anciens combattants est assisté dans l'exercice ses attributions :

- du chef d'état-major général des armées, notamment en matière d'organisation générale des forces, de choix capacitaires, de préparation et d'emploi ;
- d'un secrétaire général dans tous les domaines de l'administration générale du ministère et notamment en matière budgétaire, financière, juridique, patrimoniale, sociale et de ressources humaines ;
- de l'inspecteur général des forces armées.

Section 2 - L'Administration centrale

Art. 11 - L'administration centrale du ministère de la Défense comprend :

1) relevant directement du ministre :

- le secrétariat général ;
- l'état-major général des armées ;
- l'inspection générale des armées ;

2) relevant du chef d'état-major général des armées :

- l'état-major de l'armée de terre ;
- l'état-major de l'armée de l'air ;
- l'état-major de la marine nationale ;
- la direction générale de la gendarmerie nationale ;
- la direction des commissariats ;
- la direction centrale du service de santé des armées.

Art. 12 - L'organisation, les missions et attributions de l'inspection générale, des état-majors et des directions qui relèvent du chef d'état-major général sont définies par décret.

Art. 13 - Le secrétariat général est l'organe permanent de gestion technique et administrative du ministère. Il est notamment chargé :

- d'étudier et de préparer, en liaison avec les départements ministériels intéressés, et les état-majors et directions concernés, les textes et les mesures à caractère administratif, statutaire, indemnitaire et financier concernant la défense nationale ;

- de prendre les directives ou instructions d'accompagnement des textes réglementaires ou des mesures collectives entrés en vigueur et de notifier ou de faire assurer la notification des décisions d'ordre individuel ;

- de poursuivre l'exécution des décisions intéressant l'administration des armées, de la gendarmerie et des anciens combattants ;

- d'assurer la coordination des projets financiers de l'ensemble du département ministériel et de centraliser la préparation du budget du ministère en liaison avec les état-majors, directions et autres départements ministériels intéressés ;

- d'ordonnancer les dépenses du budget de toutes les composantes du ministère et de prescrire le recouvrement des recettes ;

- en relation avec les état-majors et directions, de préparer et suivre au plan financier les programmes d'investissements du ministère ;

- de veiller à la révision juridique des projets d'engagements internationaux intéressant le ministère en relation avec les état-majors et directions et d'assurer toutes consultations juridiques en droit international ou interne nécessaires ;

- de fournir en permanence les éléments d'information et d'action dont le ministre a besoin pour mettre en œuvre la politique du gouvernement.

Art. 14 - Le secrétariat général est placé sous la responsabilité d'un secrétaire général nommé par décret en conseil des ministres. Le secrétaire général peut recevoir délégation de signature par arrêté du ministre.

Art. 15 - Le secrétaire général assure la coordination des activités non opérationnelles du ministère. Il est l'interface entre le ministère et les autres services, administrations et ministères.

Le secrétaire général exerce son autorité sur les directions suivantes :

- la direction des ressources humaines ;
- la direction des services financiers et du contrôle ;
- la direction des affaires juridiques et du contentieux ;
- la direction du patrimoine et des infrastructures.

Art. 16 - La direction des ressources humaines est chargée :

- d'élaborer et de proposer au ministre, en relation avec l'état-major général, la politique générale de gestion des ressources humaines du ministère ;

- de préparer et proposer au ministre les textes d'application du statut général ;

- de suivre en relation avec l'état-major général la situation des effectifs du ministère et d'en assurer la cohérence avec les ressources budgétaires.

Art. 17 - La direction des services financiers et du contrôle est chargée :

- d'assurer la coordination des projets financiers du ministère, et, en relation avec les état-majors et directions, de centraliser tous les éléments nécessaires à la préparation du budget ;

- d'assurer le suivi régulier de l'exécution budgétaire ;

- de préparer et suivre au plan financier les programmes d'investissement du ministère ;

- de proposer au ministre les règles et niveau de compétence en matière de réforme et élimination de matériels appartenant aux forces armées ;

- de définir les normes comptables afférentes aux opérations de vérification des comptes ;

- de consolider les travaux effectués par la direction des commissariats en vue de procéder à la certification annuelle de la comptabilité du ministère.

Art. 18 - La direction des affaires juridiques et du contentieux est chargée :

- de traiter toute question juridique et contentieuse intéressant les différentes composantes du ministère ;

- de défendre, par délégation de signature du ministre, les intérêts de l'Etat, directement, ou en s'assurant les services d'un auxiliaire de justice dont elle oriente les conclusions dans toute affaire contentieuse impliquant le ministère ;

- d'assurer la révision juridique des projets d'engagements internationaux intéressant le ministère, en relation avec les état-majors ou directions concernés ;

- d'assurer au profit de toutes les composantes du ministère toute consultation juridique nécessaire à leur activité ;

- d'assurer l'enregistrement et la conservation des arrangements techniques ou administratifs signés du ministre.

Art. 19 - La direction du patrimoine et des infrastructures est chargée :

- de proposer au ministre la politique d'ensemble en matière d'infrastructure et de veiller à sa mise en œuvre en liaison avec les état-majors et directions concernés ;

- de définir les règles et normes pour le département en matière immobilière ;

- de définir et faire mettre en œuvre la politique culturelle et éducative du ministère notamment en ce qui concerne la préservation de la mémoire des guerres et des conflits, des archives et de la gestion des bibliothèques.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Art. 20 - Les conseillers techniques et le chef de secrétariat particulier sont nommés par arrêté du ministre chargé de la Défense.

Art. 21 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 22 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N° 2008-024/ PR du 15 /02/2008 portant création d'une Délégation à l'organisation du secteur informel

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} - CREATION - MISSION

Article premier - Il est créé une administration de mission chargée du secteur informel, dénommée « Délégation à l'organisation du secteur informel ». Elle est placée sous la tutelle du Premier ministre.

Art. 2 - La Délégation à l'organisation du secteur informel a pour mission de :

- recenser toutes les activités relevant du secteur informel ;
- organiser le secteur informel ;
- proposer les textes législatifs et réglementaires devant régir ce secteur ;
- contrôler et réguler les activités du secteur.

Art. 3 - La Délégation à l'organisation du secteur informel définit et coordonne les interventions de l'Etat en la matière et contribue à toutes actions favorisant, au Togo et à l'étranger, l'activité des professionnels du secteur.

Elle prépare les mesures et les stratégies d'enrôlement progressif des opérateurs du secteur informel dans le secteur formel.

CHAPITRE II - ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Art. 4 - La Délégation à l'organisation du secteur informel dispose de deux organes :

- le comité de direction ;
- la direction générale.

Section 1^{ère} - Le Comité de Direction

Art. 5 - La Délégation à l'organisation du secteur informel est administrée par un comité de direction dont les membres sont nommés par décret en conseil des ministres.

Le comité de direction est composé comme suit :

- un représentant du Premier ministre ;
- un représentant du ministre chargé des Collectivités locales ;
- un haut fonctionnaire ;
- un professionnel du secteur ;
- un spécialiste des questions juridiques, économiques et institutionnelles.

Art. 6 - Le comité de direction définit les axes de l'activité de la Délégation conformément aux orientations de la politique générale de l'Etat. Il approuve le programme d'actions, le budget ainsi que les états financiers préparés par la direction générale. Il veille à la mise en œuvre des actions de la Délégation en vue de la réalisation des objectifs définis, dans les délais impartis, par le gouvernement.

Le comité de direction évalue régulièrement les résultats et propose, s'il y a lieu, les mesures correctives des écarts constatés ou le recadrage des actions par rapport aux objectifs fixés.

Le comité de direction arrête les états financiers et le rapport d'activités élaborés par la direction générale.

Art. 7 - Le comité de direction élit un président en son sein. Le président est chargé de :

- convoquer et présider les réunions du comité ;
- fixer l'ordre du jour des réunions ;
- signer tous les actes et documents établis par le comité.

Section 2 - La Direction générale

Art. 8 - La direction générale de la Délégation à l'organisation du secteur informel est chargée de définir les procédures et instruments susceptibles de conduire à la réalisation de sa mission. Elle élabore le budget, le programme d'activités, les états financiers et le rapport d'activités de la délégation.

La direction générale est chargée d'animer toutes études prospectives de l'ensemble du secteur informel.

Art. 9 - La direction générale de la Délégation à l'organisation du secteur informel comprend deux directions :

- une direction chargée du recensement et de l'organisation du secteur ;
- une direction chargée de la législation et du contrôle des activités du secteur.

Art. 10 - La direction générale de la Délégation à l'organisation du secteur informel est placée sous l'autorité d'un directeur général nommé par décret en conseil des ministres.

Le directeur général est chargé de la gestion administrative et financière de la Délégation à la promotion du secteur informel. Il coordonne l'activité quotidienne des services et tous autres organismes rattachés à la Délégation.

Art. 11 - Le personnel de la Délégation à l'organisation du secteur informel comprend :

- des fonctionnaires mis à disposition ou détachés ;
- des agents recrutés par contrat par la directeur général après autorisation préalable du Premier ministre.

Le personnel recruté directement est soumis aux dispositions du code du travail.

Outre les causes d'extinction des contrats, les fonctions des agents recrutés par contrat prennent fin à la reprise des activités de la Délégation au sein d'un département ministériel ou par une autre structure de l'Etat.

Les responsables des deux directions qui composent la Délégation sont nommés par le comité de direction sur proposition du directeur général. Ils doivent disposer d'une solide expérience professionnelle dans le domaine du commerce, des finances ou de la fiscalité.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 12 - Les crédits nécessaires à la Délégation à l'organisation du secteur informel pour l'accomplissement de sa mission sont inscrits au budget général.

Les comptes de la Délégation à l'organisation du secteur informel, approuvés par le comité de direction, sont soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Art. 13 - Les frais entraînés par l'accomplissement de certaines formalités au profit des acteurs du secteur peuvent donner lieu à la perception de redevances.

Une copie des états financiers des activités de la Délégation à l'organisation du secteur informel est transmise au Premier ministre.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 14 - Le comité de direction établit son règlement intérieur et règle toutes questions liées à l'exécution de la mission confiée à la Délégation.

Art. 15 - La Délégation à l'organisation du secteur informel établit chaque année un rapport de son activité et propose éventuellement les modifications législatives ou réglementaires qui lui paraissent souhaitables.

Art. 16 - La mission de la Délégation à l'organisation du secteur informel prend fin par le transfert de ses attributions et activités à un département ministériel ou à une autre structure de l'Etat.

Art. 17 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

DECRET N°2008 - 025/PR du 15 février 2008 portant création de l'organisme de Coordination Nationale des projets financés par le Fonds mondial au Togo (CCM-Togo)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de la Santé,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 90-157/PR du 2 octobre 1990 portant création d'un comité technique de coordination et de suivi de programme de Santé et population ;

Vu le décret n° 90-158/PR du 2 octobre 1990 portant organisation et attributions du ministère de la Santé publique ;

Vu le décret n° 90-159/PR du 2 octobre 1990 portant organisation des services de la direction générale de la santé publique

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132 /PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement :

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE:

CHAPITRE I^{er} - CREATION - MISSION

Article premier - Il est créé auprès du ministère de la Santé un organisme de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Togo dénommé CCM-Togo.

Art. 2 - Le CCM-Togo a pour missions de :

- coordonner l'élaboration des propositions à soumettre pour financement au secrétariat exécutif du Fonds mondial sur la base des priorités nationales et des ressources complémentaires à mobiliser pour atteindre les objectifs nationaux ;
- sélectionner une ou plusieurs organisations en mesure de jouer le rôle de bénéficiaire principal pour recevoir et gérer les subventions du Fonds mondial ;
- suivre la mise en œuvre des projets financés par le Fonds mondial par tous les moyens de vérification appropriés ;
- introduire une demande de reconduction du financement avant l'expiration de la période initiale de financement de deux ans approuvée par le Fonds mondial ;
- assurer le lien et la cohérence entre les interventions subventionnées par le Fonds mondial et les programmes nationaux de développement.

Art. 3 - Le CCM-Togo se compose de trente neuf (39) membres, dont onze (11) représentants du secteur gouvernemental, deux (2) représentants du secteur universitaire, six (6) représentants des organisations non gouvernementales ou communautaires, quatre (4) représentants des organisations représentant les personnes vivant avec les maladies, deux (2) représentants du secteur privé, quatre (4) représentants des organisations confessionnelles ou traditionnelles et dix (10) représentants des partenaires au développement.

Les représentants par secteur se répartissent comme suit :

I- Secteur gouvernemental

- un représentant de la présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- le ministre chargé de la Santé ;
- le ministre chargé des Finances, ou son représentant ;

- le ministre chargé du Développement, ou son représentant ;
- le ministre chargé de la Défense, ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'Action sociale, ou son représentant ;
- le ministre chargé des Enseignements primaire et secondaire, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, ou son représentant ;
- le ministre de la Jeunesse et des Sports ;
- le directeur général de la Santé ;
- le directeur de la Planification de la Santé ;
- le coordonnateur du secrétariat permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA et les Infections Sexuellement Transmissibles (CNLS/IST) ;
- un représentant des chefs traditionnels.

2- Secteur universitaire

- un représentant de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lomé ;
- un représentant des écoles supérieures privées.

3- Organisations non gouvernementales ou communautaires

- un représentant de la Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Togo (FONGTO) ;
- un représentant de l'Union des Organisations Non Gouvernementales du Togo (UONGTO) ;
- un représentant de l'Association Nationale des Tradithérapeutes du Togo ;
- un représentant des Centrales Syndicales ;
- un représentant de l'Ordre National des Médecins ;
- un représentant de Population Services International (PSI), Association Togolaise pour le Marketing Social (ATMS).

4- Organisations représentant les personnes vivant avec les maladies

- trois représentants du Réseau des Associations des Personnes vivant avec le VIH (RAS+) ;
- un représentant de l'Association Allemande pour la Lutte Contre la Lèpre et la Tuberculose (DAHW).

5- Secteur privé

- un représentant du Conseil National du Patronat ;
- un représentant de la Chambre de Commerce et d'Agriculture.

6- Organisations confessionnelles ou traditionnelles

- un représentant de l'Eglise catholique ;
- un représentant des Eglises protestantes ;
- un représentant de l'Union musulmane ;
- un représentant de l'Union des Chefs Traditionnels.

7- Partenaires au développement

- le représentant résident du PNUD ;
- le représentant résident de l'OMS ;
- le représentant résident de l'UNICEF ;
- le représentant résident de l'UNFPA ;
- un représentant de la mission résidente de la Banque Mondiale ;
- le coordonnateur pays de l'ONUSIDA ;
- un représentant de la délégation de l'Union Européenne ;
- un représentant de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique ;
- un représentant de l'ambassade de France ;
- un représentant de l'ambassade d'Allemagne.

Art. 4 - Le CCM-Togo pourra faire appel à d'autres institutions ou personnes ressources.

Le directeur du programme national de lutte contre le SIDA, le directeur du programme national de lutte contre la tuberculose et le directeur du programme national de lutte contre le paludisme sont membres du CCM, sans voix délibérative.

CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT

Art. 5 - Le CCM-Togo comprend trois (3) organes :

- l'assemblée générale ;
- le bureau ;
- le secrétariat permanent.

Section 1^{ère} : L'Assemblée Générale

Art. 6 - L'assemblée générale est l'organe délibérant du CCM-Togo. Elle est composée de tous les membres du CCM-Togo.

Art. 7 - L'assemblée générale est compétente pour :

- élire le président et le vice-président du CCM-Togo ;
- orienter l'élaboration des propositions à soumettre pour financement au Fonds mondial et pour la conduite des projets en cours d'exécution ;
- s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des projets subventionnés par le Fonds mondial ;
- mettre en place des commissions ad hoc sur les questions de son choix ;
- désigner le bénéficiaire principal des subventions allouées par le Fonds mondial.
- établir avec le bénéficiaire principal un cahier des charges relatif à l'exécution des projets.

Art. 8 - L'assemblée générale se réunit en session ordinaire une fois tous les trois mois.

Elle peut se réunir en session extraordinaire, en tant que de besoin, sur convocation du président, ou à la demande de la majorité

absolue des membres, ou à la demande d'un ou plusieurs secteurs membres du CCM-Togo.

Art. 9 - Les autres modalités d'organisation et de fonctionnement de l'assemblée générale sont définies par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Tout sujet jugé pertinent et identifié comme tel par le président ou par un membre peut être inscrit à l'ordre du jour des réunions du CCM-Togo.

La durée et le lieu de chaque réunion sont déterminés par le président du CCM-Togo dans les correspondances adressées aux membres.

Section 2 : Le Bureau

Art. 10 - Le bureau comprend le président, le vice-président, le coordonnateur du secrétariat permanent et cinq (5) conseillers.

Art. 11 - Le président et le vice-président sont élus par l'assemblée générale du CCM-Togo pour un mandat de deux (2) ans renouvelables. Les modalités de leur élection sont définies par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Ils ne peuvent pas provenir d'un même secteur, tel que mentionné à l'article 3 ci-dessus.

Art. 12 - La procédure de désignation des conseillers ainsi que les attributions du bureau sont définies par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Section 3 : Le Secrétariat Permanent

Art. 13 - Le secrétariat permanent du CCM-Togo est assuré par un coordonnateur et son assistant, désignés selon les modalités prescrites par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Le coordonnateur du secrétariat permanent du CCM-Togo veille au bon fonctionnement des commissions ad hoc.

Le mode de recrutement des autres membres du personnel du secrétariat permanent est défini par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Art. 14 - Les attributions du secrétariat permanent sont définies par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Section 4 : Les Commissions ad hoc

Art. 15 - Le bureau du CCM-Togo peut commettre des commissions spéciales pour la formulation de recommandations sur des questions qu'il juge pertinentes.

Art. 16 - Ces commissions sont composées de personnes ressources, membres ou non du CCM-Togo.

Art. 17 - Les rapports des commissions ad hoc sont soumis à l'appréciation du bureau du CCM qui les présente ensuite à l'assemblée générale. Les membres des commissions ad hoc peuvent être invités aux sessions consacrées à l'examen de ces rapports.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 18 - Les sources de financement de l'organisme de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Togo proviennent des subventions, des dons et des legs.

Art. 19 - Le CCM-Togo veille à la bonne gestion des fonds, conformément au manuel de procédure.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 20 - Les procédures d'élaboration des soumissions au Fonds mondial et de désignation de bénéficiaires principaux, les rapports entre le CCM-Togo et le bénéficiaire principal, les principes de suivi - évaluation de programmes ainsi que les modalités de gestion des conflits d'intérêt sont déterminés par le manuel d'organisation et de fonctionnement du CCM-Togo.

Art. 21 - Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 22 - Le ministre d'Etat, ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre d'Etat, ministre de la Santé
Professeur Kondi Charles AGBA

DECRET N°-2008 - 026 / PR du 15 février 2008 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du Travail et de la Sécurité sociale :

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

Article premier - **Mme Kounon AGBANDAO** épouse **ASSOUMATINE**, administrateur civil en chef, est nommée directeur de cabinet du ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Art. 2 - Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Octave Nicoué K. BROOHM

DECRET N°2008-027 /PR du 15/02/2008 portant nomination de directrice de l'agence de solidarité nationale

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition de la ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes âgées.

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2001-172/PR du 11 octobre 2001 portant attributions et organisation du ministère des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfance ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 92-031 /PMRT du 5 février 1992 portant attributions et organisation du ministère du Bien être social et de la Solidarité nationale, créant l'Agence de Solidarité Nationale ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE:

Article premier - Mme Bossa ALI, assistante sociale principale 2^e échelon, est nommée directrice de l'Agence de solidarité nationale.

Art. 2 - Le présent décret abroge le décret n° 2007-080/PR du 29 juin 2007 portant nomination.

Art. 3 - La ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes âgées est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la république
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

La ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme,
de la Protection de l'enfant et des Personnes âgées
Mémounatou IBRAHIMA

DECRET N° 2008-028 /PR du 15/02/2008 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-100/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu.

DECRETE:

Article premier - M. Mohamed-Sad OURO-SAMA, ingénieur statisticien économiste, est nommé directeur de cabinet du ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises.

Art. 2 - Le présent décret abroge le décret n° 95-118/PR du 9 août 1995, portant nomination.

Art. 3 - Le ministre Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la république
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des
petites et moyennes Entreprises
Yandja YENTCHABRE

DECRET N° 2008-029/PR du 15/02/2008 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-100/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier - **M. Talime ABE**, administrateur des finances 2^e classe 2^e échelon, est nommé directeur du commerce intérieur et de la concurrence.

Art. 2 - Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures à celles du présent décret.

Art. 3 - Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé le 15 février 2008

Le président de la république
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises
Yandja YENTCHABRE

DECRET N° 2008- 030/PR du 15/02/2008 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-100/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier - **M. Kokou Biava ATTITSO**, administrateur civil de classe elle, est nommé directeur de l'industrie.

Art. 2 - Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures à celles du présent décret.

Art. 3 - Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la république
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises
Yandja YENTCHABRE

DECRET N° 2008-031/PR du 15/02/2008 portant création et attributions d'un Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier - Il est créé auprès du ministre de l'Economie et des Finances, un Secrétariat Permanent pour le Suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF).

Art. 2 - Le Secrétariat Permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers est chargé :

- de coordonner la mise en œuvre et le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, notamment celles inscrites dans les conventions signées avec les institutions de Bretton Woods et les autres partenaires techniques et financiers ;
- d'exploiter, d'analyser et de diffuser l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi des politiques de réformes et des programmes financiers ;
- de contribuer à assurer la cohérence et la complémentarité des actions programmées dans le cadre des plans sectoriels ou régionaux avec la politique nationale de développement dans tous les domaines ;
- de coordonner et de suivre la mise en œuvre du plan d'action pour le renforcement de la gestion budgétaire ;
- de superviser les travaux du cadre des dépenses à moyen terme et des revues des dépenses publiques ;
- de contribuer au renforcement des capacités des départements ministériels.

Art. 3 - Le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers est placé sous la responsabilité d'un Secrétaire Permanent et dispose d'un personnel d'appui comprenant des représentants des services techniques des différents départements ministériels fortement impliqués dans les réformes.

Le Secrétaire Permanent est nommé par décret et le personnel d'appui est nommé par le ministre des finances.

Art. 4 - Les dépenses du Secrétariat Permanent sont financées par le budget général de l'Etat et par les contributions des bailleurs de fonds.

Art. 5 - Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 février 2008

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adji Otèth AYASSOR